

PAR COURRIEL

Sherbrooke, le 5 octobre 2023

Monsieur Luc Provençal  
Président  
Commission de la santé et des services sociaux  
Édifice Pamphile-Le May  
1035, rue des Parlementaires, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1A 1A3

**Objet : Projet de loi n° 15, Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace – Lettre de transmission d’amendements pour simplifier le processus d’entente entre les établissements privés et Santé Québec**

Monsieur le Président,

La Résidence Santé Globale (RSG) est reconnue comme établissement privé en santé mentale, dans le cadre d’ordonnances de traitement ou d’hébergement par les instances juridiques et le corps médical. Elle offre le choix à la personne de vivre son rétablissement une journée à la fois ou encore de façon intensive. Elle s’adresse également à la personne déclarée invalide au travail pour cause de troubles mentaux. Nos services sont offerts pour une période temporaire de quelques mois, afin de reprendre son envol, ou encore pour une durée indéterminée, dans le but de s’installer à plus long terme.

Nous vous interpellons aujourd’hui en votre qualité de président de la Commission de la santé et des services sociaux (Commission), dans le cadre de l’étude détaillée entourant l’élaboration du projet de loi n° 15, Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (ci-après, « PL15 »). Cette correspondance vise à vous transmettre nos propositions d’amendements concernant le processus d’entente entre les établissements privés et Santé Québec dans le cadre de l’étude détaillée du PL15.

Alors que les besoins en santé mentale se multiplient partout au Québec, les établissements privés en santé mentale jouent un rôle essentiel dans l’écosystème de la santé mentale au Québec. Toutefois, les groupements d’établissements ou les personnes propriétaires d’établissements privés croulent sous l’explosion des coûts et ont de plus en plus de mal à offrir les meilleurs services possibles. C’est notamment pourquoi nous proposons deux amendements concernant les ententes entre les établissements privés et Santé Québec. Les CIUSSS sont des partenaires précieux et nous espérons poursuivre notre collaboration féconde après la mise en sur pied de Santé Québec.

...2

Le document de présentation des amendements que nous soumettons aujourd'hui comprend une section « commentaires » qui vous permettra de bien saisir les liens et les raisons qui justifient les propositions que nous amenons ici.

En terminant, nous demeurons à votre entière disposition pour discuter au besoin de nos propositions d'amendements.

Veuillez recevoir, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleurs sentiments.

La présidente-directrice générale,



Marie-Ève Bergeron

p. j.    Propositions d'amendements au projet de loi n° 15 – Octobre 2023

c. c.    M. Christian Dubé, ministre de la Santé  
         M. André Fortin, porte-parole de l'opposition officielle en matière de santé  
         M. Vincent Marissal, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de santé  
         M. Joël Arseneau, porte-parole du troisième groupe d'opposition en matière de santé

## **Article 445**

Insérer, dans le libellé de l'article, après « Santé Québec », « ou ses établissements régionaux » et remplacer « peut » par « peuvent »

Ajouter un troisième alinéa portant sur « l'hébergement, pour le compte d'un établissement de Santé Québec, requis par la situation des usagers ».

## **Commentaires**

Les établissements régionaux et leur personnel ont déjà un lien de confiance avec les établissements privés de leur région et ont une bonne connaissance des enjeux régionaux. Conséquemment, il nous apparaît essentiel de conserver le lien de confiance qu'ont les établissements régionaux avec les établissements privés. La subsidiarité est aussi un principe auquel nous croyons et nous pensons qu'il est nécessaire d'arrimer les décisions régionales dans leur milieu.

De plus, les coûts d'hébergement ayant gravement augmenté dans les dernières années, il est nécessaire de donner les moyens aux établissements privés de continuer à offrir leurs services, et ce, malgré la pression du marché immobilier et la hausse des coûts reliés à l'hébergement.

**445.** Santé Québec **ou ses établissements régionaux peuvent** conclure avec une personne ou un groupement une entente à l'une ou l'autre des fins suivantes :

1° la fourniture, pour le compte d'un établissement de Santé Québec, de certains services de santé ou services sociaux requis par un usager de cet établissement;

2° la prestation ou l'échange de services professionnels en matière de services de santé ou de services sociaux;

**3° l'hébergement, pour le compte d'un établissement de Santé Québec, requis par la situation des usagers.**

Elle peut également conclure avec un établissement privé une entente concernant l'acquisition ainsi que la préparation et la distribution automatisées de médicaments.

## **Article 529**

Ajouter un alinéa portant sur « en cas d'insolvabilité, le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé, qui offre à ses usagers des services d'hébergements autres que ceux requis par des usagers admis en soins de courte durée, peut prendre entente avec Santé Québec pour la cessation de ses activités sans être soumis aux dispositions de l'article 522 ».

## **Commentaires**

Le plan de cessation des activités est demandé au moins 9 mois avant la cessation prévue des activités. Toutefois, en cas d'insolvabilité, il devient difficile pour l'établissement privé de fournir un plan de cessation des activités 180 jours avant la date de cessation des activités. D'une part, il est difficile de prévoir les cas d'insolvabilité et d'autre part, les ressources dans cette situation n'ont pas les ressources nécessaires pour être en mesure de faire un plan de cessation adéquat. C'est pourquoi nous proposons la possibilité, pour ces établissements, de s'entendre avec Santé Québec pour établir un plan qui convient à leur situation.

**529.** Les dispositions de l'article 522 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, lorsque le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé qui offre à ses usagers des services d'hébergement autres que ceux requis par des usagers admis en soins de courte durée entend cesser de les offrir.

1° en cas d'insolvabilité, le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé, qui offre à ses usagers des services d'hébergements autres que ceux requis par des usagers admis en soins de courte durée, peut prendre entente avec Santé Québec pour la cessation de ses activités sans être soumis aux dispositions de l'article 522.